



Informations du Guatemala

1ère Année / N°42

du 16 au 22 octobre 1983

POLITIQUE

Changement à la tête de l'état-major de l'armée
Kissinger, l'Amérique Centrale et le Guatemala
De nouvelles manifestations contre le CONDECA
Le peuple est obligé de prendre la voie des armes

ECONOMIE

Le FMI bloque le prêt
Le budget 1983-1984
La TVA, un échec
Plus de sucre guatémaltèque pour les Etats-Unis

CONTRE-INSURRECTION

On bombarde les populations civiles du Quiché
Des contrôles sans précédent dans la capitale

INSURRECTION

L'ORPA fait part d'affrontements à San Marcos
Manifeste des FAR

MOUVEMENT POPULAIRE

Les organisations populaires commémorent le 20 octobre
Les paysans de Totonicapan manifestent

DROITS DE L'HOMME

Le gouvernement récuse les accusations de la CIDH
On continue à violer les droits de l'homme
Nouveau massacre
L'armée séquestre des hommes politiques

REFUGIES

L'armée insiste : "Ce sont des guérilleros"

POLITIQUE

CHANGEMENT A LA TETE DE L'ETAT-MAJOR DE L'ARMEE

Le 21 octobre, le général Hector Maria Lopez Fuentes a été remplacé à la tête de l'état-major par le colonel Rodolfo Lobos Zamora.

Le général Lopez Fuentes, 53 ans, a été mis "en disponibilité", après 32 ans de service actif, durant lesquels il a occupé le poste de commandant de plusieurs brigades militaires.

Sous la présidence de Lucas Garcia, il a été sous-chef de l'état-major général de l'armée et a été nommé chef de l'état-major après le coup d'Etat qui amena le général Rios Montt au pouvoir en mars 1982.

Le chef du gouvernement, le général Mejia Victores a démenti la rumeur selon laquelle Lopez Fuentes avait été destitué parce qu'il préparait un coup d'Etat. "C'est un grand militaire et il peut servir le Guatemala comme ambassadeur". C'est ainsi que le général Mejia Victores a annoncé la nomination de Lopez Fuentes comme ambassadeur en Italie.

Le colonel Lobos Zamora, considéré dans les milieux militaires comme un des officiers de la ligne "dure", dirigeait la brigade la plus importante du pays la brigade "Mariscal Zabala", dans la capitale.

En 1980 et 1981, il a commandé la brigade militaire de Huehuetenango, au Nord-Ouest du pays et celle de Quetzaltenango d'octobre à août dernier. Des organisations populaires et humanitaires l'ont accusé d'être l'un des responsables du génocide de ces dernières années au Nord-Ouest du pays et d'avoir dirigé personnellement certains massacres de paysans indigènes dans les départements de Huhuetenango et du Quiché.

Le 8 août, date du coup d'Etat, on avait remarqué la présence de Lobos Zamora à côté du général Mejia Victores, lorsque celui-ci a prêté serment; quelques jours après, il a été nommé commandant de la brigade "Mariscal Zabala", ce qui l'a fait apparaître comme l'un des hommes de confiance de Mejia Victores.

Des observateurs politiques estiment que le brusque changement survenu à la tête de l'armée met à nouveau en évidence l'instabilité régnant au sein de l'armée, alors que le renversement du général Rios Montt avait contribué à établir davantage de cohésion parmi les gradés, sous la direction du haut commandement militaire.

La destitution de Lopez Fuentes, considéré comme le n° 2 du régime, conduit à penser que cette cohésion n'est pas aussi bien établie que les porte-parole de l'armée ne le déclarent.

KISSINGER, L'AMERIQUE CENTRALE ET LE GUATEMALA

Le ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade a déclaré le 18 octobre que l'envoi de la commission Kissinger par le président Reagan en Amérique Centrale avait pour seul intérêt d'"apporter une solution à tous les besoins et à tous les conflits dont souffre notre pays".

Selon les secteurs politiques nationaux, la récente visite de Kissinger en Amérique Centrale est "une manoeuvre électorale du président Reagan", et une justification de l'intervention militaire directe des Etats-Unis dans la région.

DE NOUVELLES MANIFESTATIONS CONTRE LE CONDECA

Le 14 octobre, le vice-président du Panama, Jorge Illueca, s'est prononcé contre la reprise de l'activité du Conseil de Défense Centre-Américain (CONDECA). Selon lui, cet organisme a été en vigueur "à l'époque de la dictature de Somoza" ; le gouvernement guatémaltèque veut le remettre en fonction maintenant sous les auspices de Washington.

Selon Victoriano Alvarez Juarez, membre du nouveau comité politique, le Mouvement Humaniste pour l'Intégration Démocratique (MHID), "l'armée du Guatemala doit prendre garde à ne pas s'embarquer dans une aventure belliciste en Amérique Centrale, car la vie du pays est en jeu".

LE PEUPLE EST OBLIGE DE PRENDRE LA VOIE DES ARMES

L'absence de libertés politiques et la tragique situation sociale obligent le peuple à prendre la voie des armes, seule alternative pour surmonter la crise actuelle, a déclaré le 18 octobre le prêtre José Maria Ruiz Furlan. Ruiz Furlan a expliqué que la carence de réformes sociales profondes, le chômage, le coût de la vie élevé, l'absence d'une véritable ouverture démocratique et une situation sociale "à laquelle il est quasiment impossible de faire front" ont acculé le peuple à adopter cette position. Ruiz Furlan, connu sous le diminutif de "Padre Chemita", s'est présenté aux élections municipales de la capitale en 74 et 78. Les fraudes électorales, assure-t-il l'ont empêché de triompher.

ECONOMIE

LE FMI BLOQUE LE PRÊT

On a appris le 20 que le Fonds Monétaire International (FMI) aurait bloqué un prêt de 125 millions de dollars destinés au gouvernement du Guatemala. En dépit du silence officiel, il semble que cette mesure soit due à la réduction à 7% de la TVA opérée par le gouvernement sans consulter l'organisation financière.

Une des conditions exigées par le FMI pour l'octroi d'un prêt, sollicité par l'administration du général Rios Montt, était la mise en place d'une réforme fiscale qui empêcherait les fuites fiscales. Cette réforme était entrée en vigueur le 1er août fixant le taux de la TVA à 10%. De source officielle, le prêt de 125 millions de dollars était destiné à améliorer la situation de la balance des paiements.

LE BUDGET 1983-1984

Le colonel Leonardo Figueroa Villate, ministre des finances, a annoncé que le budget général de l'Etat pour l'année 1983-1984 sera de 339 millions de quetzales (= dollars).

Le budget n'augmente que de 5 millions par rapport au précédent, qui avait été diminué de 30%. Le ministre n'a pas précisé les orientations budgétaires, mais on estime que les travaux publics et les investissements gouvernementaux dans les services resteront bloqués.

Le budget le plus élevé dans l'histoire du pays avait été celui de l'année 1980-81 ; il atteignait 630 millions de quetzales.

Les 2 budgets suivants avaient été diminués et celui de l'année prochaine représente la plus petite augmentation.

LA TVA, UN ECHEC

Après deux mois de fonctionnement les experts en économie qualifient de "désastreux" les résultats de la réforme fiscale.

Alors que le gouvernement espérait récupérer 30,7 millions de quetzales, le solde obtenu grâce à l'application de la TVA n'est que de 9,5 millions. L'augmentation des prix et la baisse du pouvoir d'achat sont une des causes de cet échec.

PLUS DE SUCRE GUATEMALTEQUE POUR LES ETATS-UNIS

Rafael Antonio Salazar, vice-ministre de l'Agriculture, a annoncé que le taux des exportations de sucre aux Etats-Unis passera à 140 000 quintaux* annuels. Cette augmentation est "l'un des apports du programme du bassin de la Caraïbe", et représente également le quota des exportations nicaraguayennes suspendues en mai dernier. Le Guatemala n'était pas au départ bénéficiaire de la redistribution de ce quota, qui revenait au Salvador, au Honduras et au Costa Rica. Selon Larry Smith, porte-parole de la Maison Blanche, cette mesure nord-américaine manifeste "la détermination de l'administration Reagan à soutenir les gouvernements démocratiques de la région".

CONTRE-INSURRECTION

ON BOMBARDE LES POPULATIONS CIVILES DU QUICHE

Selon une dénonciation du 17 octobre de l'Armée Guérillera des Pauvres (EGP), les avions de la Force Aérienne Guatémaltèque bombardent les populations civiles du département du Quiché (Nord-Ouest du pays) avec des avions de combats A-37B et des hélicoptères UH-1H.

Selon l'EGP, dans le cadre de l'offensive engagée contre le front guérillero "Ho Chi Ming", 5 colonnes ont pénétré dans la zone Ixil de ce département, appliquant la politique de la terre brûlée.

Le lieutenant-colonel Edgar Djalma Dominguez, chef des Relations Publiques de l'armée a confirmé les faits le 18 et ajouté que les bombardement étaient destinés à appuyer les troupes d'infanterie et d'artillerie qui poursuivent environ mille guérilleros dans le Nord-Ouest du Quiché.

DES CONTRÔLES SANS PRECEDENT DANS LA CAPITALE

Les médias ont estimé que les opérations de contrôle réalisées les 16 et 17 octobre dans la capitale constituaient "la plus grande opération de tous les temps". Les opérations ont été effectuées par plus de 4 000 hommes de la police nationale et de l'armée : les 5 corps de police de la capitale, les brigades spéciales de sécurité et des soldats y participaient. De source officielle, 3 000 véhicules et 5 000 personnes ont été contrôlés au cours de 18 heures d'opération.

INSURRECTION

ORPA FAIT PART D'AFFRONTMENTS A SAN MARCOS

L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) a fait savoir le 15 octobre qu'elle avait infligé 16 pertes à l'armée gouvernementale au cours de 4 affrontements

* 1 quintal espagnol = 45kg.

entre le 26 septembre et le 9 octobre.

Une combattante de l'ORPA a été tuée, un combattant légèrement blessé. Les affrontements ont eu lieu dans les municipalités de Esquipulas, Palo Gordo et El Rodeo, ainsi qu'aux environs des domaines El Porvenir et Mirilandia, dans le département de San Marcos.

MANIFESTE DES FAR

Dans un communiqué du 18 octobre, les Forces Armées Rebelles (FAR) ont souligné l'avancée du mouvement révolutionnaire et dénoncé l'augmentation de la violence officielle contre la population, ainsi que "l'escalade de l'interventionnisme de l'administration Reagan en Amérique Centrale.

Le manifeste a été publié par les medias locales. C'était une exigence des FAR en échange de la libération de Maria Rios de Rivas et de Celeste Mejia, respectivement soeurs des généraux Rios Montt et Mejia Victores, sequestrées par les FAR en juin et septembre 83.

Selon les FAR, ces enlèvements constituaient une "tentative de récupérer vivantes" l'avocate travailliste Yolanda Uriza, la psychologue Lucrecia Orellana et la travailleuse sociale Angela Ayala, séquestrées par l'armée les 24 mars, 6 et 13 juin.

MOUVEMENT POPULAIRE

LES ORGANISATIONS POPULAIRES COMMEMORENT LE 20 OCTOBRE

Alors que les forces de l'armée et de la police effectuaient des patrouillages intensifs, les 19 et 20 octobre, plusieurs bombes ont éclaté et des milliers de tracts ont circulé dans la capitale. Quelques organisations populaires et politiques ont fait des déclarations se référant à la "révolution d'octobre" et à la situation actuelle du pays.

Le 20 octobre 1944, les forces démocratiques triomphèrent de la dictature de Jorge Ubico, instaurant 10 ans de gouvernement progressiste. Selon la Centrale Nationale des Travailleurs (CNT), depuis le renversement du régime de Jacobo Arbenz en 1954, "le mouvement syndical a été constamment et systématiquement réprimé par les différents gouvernements". A partir de 1980, "la répression contre le mouvement ouvrier et paysan a pris un caractère de génocide". La CNT a également manifesté son "rejet des pratiques contraires aux droits de l'homme du régime militaire guatémaltèque".

Selon le Parti Socialiste Démocrate, ce régime militaire "est basé sur la répression" et accentue la polarisation économique et sociale ; il représente les partis rétrogrades qui mirent un terme au processus démocratique guatémaltèque en 1954.

L'Association nationale paysanne remarque qu'une véritable réforme agraire est nécessaire pour sortir le pays de la crise, "nécessité reconnue même par les Etats-Unis".

Il n'y a pas eu, contrairement à ces dernières années, de manifestations célébrant le 39e anniversaire de la "révolution d'octobre". Eulalio Alvarez, porte-parole de la police nationale, avait annoncé le 18 : "Nous avons reçu des instructions pour disperser les manifestations".

LES PAYSANS DE TOTONICAPAN MANIFESTENT

Le 21, dans le chef-lieu du département de Totonicapan (à 180 kms à l'Ouest de la capitale), la foule a manifesté contre l'augmentation des impôts municipaux. Une délégation de petits commerçants et d'administrés a été reçue par les autorités municipales. La mesure a été annulée le 22 mais elle avait déjà été publiée par le Journal Officiel.

Le département de Totonicapan compte environ 180 000 habitants, dont 85% sont indigènes. C'est la première fois depuis ces dernières décennies qu'une manifestation populaire a lieu dans cette région. Néanmoins, dans le passé, ses habitants s'étaient violemment révoltés contre les abus des autorités coloniales et républicaines.

DROITS DE L'HOMME

LE GOUVERNEMENT RECUSE LES DENONCIATIONS DE LA CIDH

Le 18 octobre, le gouvernement militaire du Guatemala a refusé les dénonciations récemment formulées par la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH), de l'Organisation des Etats Américains. La CIDH accuse le gouvernement d'être responsable de "très graves violations des droits de l'homme, y compris la destruction, la mise à feu et le pillage de villages entiers".

Le communiqué du gouvernement soutient que les accusations de la CIDH "proviennent de la subversion". En conséquence, ces "dénonciations ne sont pas seulement partiales, elles prennent part à la campagne ingrate et injuste qui a été lancée contre notre pays à l'échelle internationale, dans le but de tromper l'opinion publique mondiale sur la réalité du Guatemala". La CIDH était intervenue en septembre 1982 ; elle a publié son rapport le 13 octobre 1983.

ON CONTINUE A VIOLER LES DROITS DE L'HOMME

Luis Padilla, président de la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG) a déclaré le 18 octobre à Mexico que le gouvernement du Guatemala continuait à violer les droits de l'homme, tels qu'ils sont définis par les normes du droit international et ce, en dépit des observations de l'Organisation des Nations-Unies.

Padilla participait à une table ronde organisée par le Mouvement mexicain de solidarité avec le peuple du Guatemala et par l'Union des journalistes démocrates. Il a rappelé qu'en septembre dernier, la sous-commission de l'ONU pour la prévention de la discrimination et la protection des minorités avait reconnu l'existence d'un conflit armé de caractère non international au Guatemala.

NOUVEAU MASSACRE

Selon les dénonciations formulées le 14 octobre, émanant des milieux ecclésiastiques et laïcs, 14 paysans ont été assassinés par les forces gouvernementales dans le village de Chijtinimit, dans le Nord-Ouest du pays. La tuerie a eu lieu le 7 octobre parce que les paysans ne s'étaient pas présentés pour effectuer une patrouille de surveillance (en tant que membres des patrouilles d'auto-défense civile). L'armée assure que celles-ci reposent sur le volontariat.

On a appris par ces mêmes sources, sans plus de précisions, que des assassinats en masse ont lieu dans les montagnes, où l'armée oblige la population à s'enrôler dans les patrouilles civiles.

Le bilan provisoire de la violence officielle entre le 15 et le 21 octobre est le suivant : 12 personnes assassinées, 27 séquestrées, 6 blessées par balles ; un cimetière clandestin découvert.

Selon des informations obtenues auprès des médias locales, l'un des séquestrés est le pasteur Marco Antonip Orozco, du village de Chinautla, près de la capitale.

L'ARMEE SEQUESTRE DES HOMMES POLITIQUES

"Les soldats sont entrés, ont fermé la porte, lui ont lié les mains et l'ont emmené", c'est ainsi que Felisa Moscar a relaté l'enlèvement de son époux, l'un des six dirigeants du comité politique, les Forces Populaires Organisées. L'enlèvement a eu lieu le 4, à 40 kms au Sud de la capitale.

REFUGIES

L'ARMEE INSISTE : "CE SONT DES GUERILLEROS"

Le lieutenant-colonel Edgar Djalma Dominguez, chef des Relations Publiques de l'armée a affirmé le 18 octobre que les camps de réfugiés guatémaltèques au Mexique sont peuplés de "guérilleros et de subversifs, qui utilisent le statut de réfugié pour se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas".

Les camps "ont été créés par les insurgés pour servir de base, d'appui logistique, d'entraînement et de repos". Dominguez a comparé cette situation à celle du Laos et du Cambodge dans les années 60. "Les campements sont des sanctuaires où l'armée ne peut pénétrer, car il s'agit d'un autre territoire".

Le ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade, avait reconnu fin septembre que la majorité des réfugiés sont des femmes et des enfants et assuré que le gouvernement souhaitait "leur retour dans l'ordre", afin qu'ils réintègrent leur communauté d'origine et se consacrent à leur travaux.